



Les premiers syndicats d'instituteurs et l'éducation populaire : pour une école « au service de la classe ouvrière »

Mon intervention portera sur les débats qui se sont menés au sein du mouvement ouvrier et plus particulièrement parmi les instituteurs syndicalistes pour définir l'éducation et donc l'école dont la classe ouvrière avait besoin pour l'aider à mener son combat émancipateur et pour déterminer dans quelle mesure l'école laïque « bourgeoise » pouvait devenir cet instrument de libération ou au moins aider à son avènement. Elle abordera aussi les tentatives de ces instituteurs influencés par le syndicalisme révolutionnaire pour associer les syndicats ouvriers à leur démarche. Ces tentatives échoueront et nous essaierons d'expliquer pourquoi le syndicalisme enseignant se contentera de définir les grands principes d'une telle éducation sans parvenir à les traduire en termes de revendications susceptibles de s'intégrer dans leur stratégie syndicale.

Mais avant d'aborder ces différentes questions, il n'est peut-être pas inutile de donner quelques points de repère historiques :

- ♦ **1900-1903** : essor du mouvement des amicales dans l'enseignement et en particulier dans le premier degré ;
- ♦ **1903-1904** : création des « Émancipations », amicales ne regroupant que des instituteurs et institutrices adjoints en lutte contre l'autoritarisme des directeurs. Les Émancipations ne tardent pas à se transformer en syndicats ;
- ♦ **1905** : fondation de la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs et d'institutrices (FNSI) en butte à la répression gouvernementale (le droit syndical est refusé aux fonctionnaires) ;
- ♦ **1910** : premier numéro de L'École émancipée ; adhésion effective de la FNSI à la CGT ;
- ♦ **1915-1918** : La FNSI, seule fédération syndicale à maintenir jusqu'au bout une orientation pacifiste ;

- ♦ **1919** : la FNSI se transforme en Fédération des syndicats des membres de l'enseignement laïque (FSMEL) ; les amicales se syndicalisent et vont bientôt former le Syndicat national des instituteurs (SN) ;
- ♦ **1922** : la FSMEL participe à la création de la CGTU alors que le SN rejoint la CGT ;
- ♦ **1935** : réunification syndicale.

■ Quelle école pour la classe ouvrière ?

Ce problème est à cette époque, et plus particulièrement entre 1905 et 1910, l'objet d'un débat qui intéresse l'ensemble du mouvement ouvrier et pas seulement les instituteurs syndicalistes. Tous ces protagonistes s'accordent pour reconnaître que l'école laïque est une « école de classe » mise en place par la bourgeoisie. Ils dénoncent le caractère idéologique de son enseignement. La morale, accusée de vouloir former de bons citoyens acceptant l'ordre établi, et l'histoire, imprégnée d'un patriotisme outrancier et belliciste, constituent leurs cibles favorites. De plus, sur le plan pédagogique, cet enseignement fait encore trop appel à la mémoire.

Ce constat amène certains, essentiellement des militants anarchistes, à condamner sans aucune réserve l'école laïque et à la considérer comme aussi nocive que sa rivale confessionnelle. Mais d'autres, et parmi eux la quasi-totalité des instituteurs syndiqués, pensent que cette école bien que bourgeoise n'en constitue pas moins un progrès. Ils avancent comme argument le fait que la bourgeoisie dans son combat contre la « réaction cléricale » a dû s'appuyer sur l'esprit critique, la raison, la tolérance et que l'école laïque a intégré en partie et de manière déformée ces valeurs dans ses programmes, alors que l'école confessionnelle reste basée sur le dogme et l'obéissance aveugle. D'autre part, l'école publique laisse aux maîtres une certaine autonomie qu'ils peuvent utiliser pour infléchir leur enseignement et tenter de l'adapter aux besoins de la classe ouvrière. C'est là une conséquence de la volonté de la bourgeoisie de séparer hermétiquement les différents degrés de l'enseignement. L'école primaire est donc moins « polluée » par « l'idéologie bour-

geoise » que les lycées. Il faut donc profiter de cette séparation et la classe ouvrière doit faire de cette école son école. On retrouve là l'idéal syndicaliste révolutionnaire de « *magnifier sans la nier* »¹ l'exclusion de la classe ouvrière du reste de la société. Les instituteurs révolutionnaires reprennent à leur compte l'opinion exprimée par Gustave Hervé dans son journal *La Guerre sociale* : « *Notre école, c'est l'école laïque actuelle.* »² Ils ont par la suite constamment défendu cette position qu'ils qualifient volontiers de « dialectique » et que résume l'un d'eux en affirmant : « *Les instituteurs syndicalistes révolutionnaires ont élevé des critiques très vives au sujet de l'école laïque tout en la défendant avec vigueur contre l'école confessionnelle.* »³

Cependant la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs rejette le monopole de l'enseignement au profit de l'État. Car elle estime que des écoles « pilotes », comme celle de Cempuis fondée par Paul Robin, peuvent permettre à des novateurs en matière pédagogique de pouvoir appliquer leurs méthodes qui se répandront par la suite dans l'enseignement public. L'élaboration d'une éducation « populaire » et adaptée aux besoins de la classe ouvrière nécessite aussi la création d'« écoles syndicales » où les maîtres révoqués pour leur militantisme pourront enseigner sous la direction des syndicats et des Bourses du travail. Encore faut-il définir ce que devra être cette éducation. C'est ce que les syndicats d'instituteurs se sont efforcé de faire.

■ Une école au service de la classe ouvrière

Une telle école est une nécessité pour ces instituteurs qui « *appartiennent au peuple par leurs origines, la simplicité de leur vie. Ils lui appartiennent aussi parce qu'ils instruisent les fils du peuple.* »⁴ Et où prendre connaissance des besoins « intellectuels et moraux » du peuple sinon au milieu des syndicats ouvriers ? C'est pour cette raison qu'ils veulent non seulement construire des syndicats mais aussi rejoindre la CGT et les Bourses du travail. Car il ne faut pas que leur enseignement éloigne les enfants des ouvriers et des paysans de leurs classes ; il ne faut pas en faire des « renégats »

¹ OZOUF (M. et J.), *La République des instituteurs*, Paris, Gallimard-Seuil, 1992, p.66.

² *La Guerre sociale*, 30 juin 1908.

³ Louis BOUËT cité dans FERRE (M.), *Histoire du mouvement syndicaliste révolutionnaire chez les instituteurs des origines à 1922*, Paris, Sudel, 1955, p.158.

⁴ *Manifeste des instituteurs syndiqués*, 1905.

mais des individus qui mettent ce qu'ils ont appris au service de leur classe et de sa lutte émancipatrice. C'est ce qu'Albert Thierry⁵ a appelé le « refus de parvenir ».

L'enseignement qu'ils veulent instaurer n'est pas un enseignement d'autorité. Il ne dépend ni du gouvernement ni même de la république. Il découle uniquement des seules « vérités scientifiques ». Il faut donc laisser l'instituteur entièrement libre de ses choix et de ses méthodes. Cet enseignement qualifié de « rationnel et humain » ne doit pas être pour autant un enseignement de « classe » au sens étroit, politique du terme. Ce qui ne veut pas dire qu'il constituerait un obstacle à la lutte de classes, bien au contraire ; s'il ne doit prêcher aucun dogme, il a pour vocation de décrire d'une manière impartiale la situation des classes populaires dans le passé comme aujourd'hui, leur exploitation et leurs luttes. « *Et cette impartialité-là est plus terrible pour semer au cœur des fils du peuple la haine des classes spoliatrices que n'importe quelle déclamation.* »⁶

Il doit aussi former les enfants du peuple en tant que futurs producteurs. Il faut donc mettre le travail productif au cœur de l'éducation et adapter les programmes scolaires en conséquence : « *La profession sera le centre des études ; les connaissances seront groupées autour du métier et en rapport avec les faits géographiques, économiques et sociaux de la région.* »⁷ Cette éducation n'a rien à voir avec l'apprentissage prématuré d'un métier ; elle doit privilégier « *l'observation intelligente des milieux agricoles et industriels* ». Albert Thierry veut qu'elle concilie « *la théorie abstraite et la pratique industrielle de l'école, de l'usine et de la Bourse du travail* ». On peut voir dans cette définition l'influence de Marx et surtout celle de Proudhon et de sa « *polytechnie de l'apprentissage* ».

Les instituteurs syndiqués ont essayé d'avancer dans cette voie. En 1908, ils envoient aux Bourses du travail un questionnaire destiné à leurs adhérents :

« Vous avez un enfant qui sera ouvrier comme vous ; quelles qualités intellectuelles et morales croyez-vous qu'il doit acquérir pour être un bon ouvrier, un bon camarade et aussi un homme ? Quelles matières d'enseignement croyez-vous les plus nécessaires à son instruction d'ouvrier ? Dans les travaux de classe que vous avez vu faire à votre enfant, qu'avez-vous remarqué d'utile et aussi d'inutile à votre idée ?

Que pensez-vous de l'organisation actuelle de l'Enseignement :

a) enseignement primaire de 6 à 13 ans.

b) enseignements secondaire et supérieur ; ces enseignements doivent-ils être ouverts aux enfants des écoles primaires et dans quelles conditions ?

Pensez-vous qu'il soit nécessaire que l'école primaire soit continuée par un enseignement s'adressant aux adultes de 13 à 18 ou 20 ans ayant un caractère professionnel ? Comment concevez-vous l'organisation de cet enseignement ? »

Ce questionnaire est destiné à préparer un « congrès mixte enseignants/ouvriers ». Mais le gouvernement ne tient nullement à ce qu'une coopération s'instaure entre ces deux catégories de travailleurs et il ne tarde pas à menacer des plus graves sanctions les instituteurs qui participeraient à de telles assises. Le congrès mixte doit donc être ajourné. Cependant, le congrès de la Fédération des syndicats d'instituteurs adopte au mois d'août 1908 une résolution qui réaffirme la nécessité de réorganiser l'enseignement primaire et sa volonté de promouvoir l'indispensable collaboration entre les syndicats ouvriers et enseignants qui seule pourra permettre d'atteindre cet objectif. Une ébauche de congrès mixte a lieu à l'occasion des assises fédérales de 1910 qui débattent du monopole de l'enseignement.

Mais cet élan initial retombe très vite. Les organisations ouvrières sont peu nombreuses à répondre aux sollicitations des instituteurs syndiqués et si, par la suite, et notamment après la guerre de 1914-1918, la Fédération continuera à discuter de cette question de « l'éducation rationnelle et humaine », elle ne réussira jamais à le faire en liaison avec les syndicats ouvriers.

■ Les raisons d'un échec

Celui-ci semble avoir plusieurs causes. En premier lieu la Fédération des syndicats d'instituteurs traverse, en 1910-1911, une crise d'une telle ampleur que son existence même paraît un moment menacée. Cette crise résulte de la répression gouvernementale particulièrement active ces années-là et des retombées de la polémique qui fait alors rage dans l'organisation syndicale sur le problème de savoir où ses

⁵ Albert THIERRY : issu d'un milieu très modeste, il enseigna d'abord à l'école primaire supérieure de Melun puis à l'école normale de Versailles. Il collabora à *La Vie ouvrière* de Pierre Monatte et exerça une grande influence sur les instituteurs syndiqués. Il mourut sur le front en 1915 à l'âge de 34 ans.

⁶ Gustave HERVÉ, *La Guerre sociale*, 30 juin 1908.

⁷ *Manifeste des instituteurs syndiqués.*

militants doivent s'investir en priorité : dans les syndicats existants ou au sein des amicales où se trouve encore la grande masse de leurs collègues ?

La situation n'est guère plus brillante à la CGT. Le syndicalisme révolutionnaire commence à subir les conséquences de l'échec des grandes grèves de 1906. Un certain découragement favorise les manœuvres gouvernementales entreprises pour déstabiliser l'organisation confédérée. Son aile « réformiste » s'enhardit.

Après avoir laissé passer l'orage, la Fédération des syndicats d'instituteurs renouvelle sans succès ses offres de collaborations.

Le principe de la nécessaire adaptation de l'école primaire aux besoins de la classe ouvrière est réaffirmé au congrès fédéral de Tours en 1919 qui voit la Fédération s'ouvrir aux enseignants du secondaire et du supérieur, même si ces derniers ne sont pas légion à frapper aux portes de l'organisation syndicale ! Elle devient la Fédération des syndicats des membres de l'enseignement laïque (FSMEL). La même année, le congrès de la CGT reprend à son compte cette exigence. Deux ans plus tard, celle-ci figure en bonne place dans le plan de réforme de l'enseignement élaboré par l'organisation enseignante.

Mais ces prises de position ne débouchent sur aucune avancée concrète. La conjoncture n'est guère favorable à ce genre d'initiatives : la lutte de tendances fait rage dans la CGT où la minorité révolutionnaire espère inverser le rapport des forces en sa faveur. Elle s'appuie sur le prestige que lui vaut son soutien à la révolution russe et espère beaucoup de la vague de grèves qui se prolonge jusqu'en 1920. Mais l'échec de ces dernières et la répression qui s'ensuit enveniment les rapports entre les deux tendances. La scission semble dès lors inévitable aux yeux de beaucoup de syndiqués. Elle a effectivement lieu en 1922. Inutile de dire que dans de telles circonstances, la lutte pour la transformation de l'école laïque ne figure pas vraiment au centre des préoccupations des militants, qu'ils soient ouvriers ou enseignants ?

Les organisations issues de la scission ont à leur tour bien d'autres problèmes à résoudre. La CGTU, à laquelle appartient la FSMEL, connaît à de nouvelles luttes de tendances

entre les partisans de l'indépendance syndicale et les militants du Parti communiste organisés en fractions. Il n'y a rien à attendre par ailleurs d'une CGT réformiste et ralliée sans condition à l'idéal « laïcard ».

Mais beaucoup de militants de la FSMEL ne sont pas inquiets outre mesure de cette incapacité du mouvement ouvrier à élaborer avec eux un plan de réforme de l'enseignement digne de ce nom : « l'école du travail » qu'ils ont toujours appelé de leurs vœux n'est-elle pas en train de naître en URSS ? Celle-ci n'est-elle pas basée sur son insertion dans le « *travail productif et l'activité sociale au sens large du terme* » ? Cette conviction perdure longtemps et amène un militant comme Célestin Freinet à affirmer en 1927 encore que « *l'URSS est notre patrie pédagogique* ».

À partir de 1929, la Fédération est le théâtre d'une lutte de tendances d'une intensité telle qu'elle ne laisse guère de loisirs à ses militants pour s'occuper d'autre chose. La plupart des militants de la « Majorité fédérale », à la tête de l'organisation depuis 1924, rompent en effet à cette date avec le Parti communiste dont ils étaient membres. Ils réussissent à continuer à diriger la Fédération jusqu'à la réunification syndicale de 1935-1936 mais ils seront obligés de passer le plus clair de leur temps à répondre aux attaques dont ils sont l'objet de la part de leurs adversaires restés fidèles au Parti. Le problème de l'école primaire et de l'attitude à prendre à son égard devient un enjeu de cette lutte qui accapare l'énergie des militants.

La conséquence la plus évidente de cette impuissance de la FSMEL à concrétiser une idée qui lui tenait pourtant particulièrement à cœur est son incapacité à intervenir autrement que par des déclarations de principe dans le débat dont « l'école unique » est l'objet pendant tout l'entre-deux-guerres. Ce vocable sert à désigner des projets sensiblement différents. Pour les uns, il s'agit seulement de permettre aux meilleures élèves de l'école primaire d'accéder à l'enseignement secondaire. C'est ce que les gouvernements vont parvenir à réaliser très progressivement à partir de 1926. D'autres ont de l'école unique une vision beaucoup plus ambitieuse et préconisent la mise en place d'un enseignement divisé en degrés auxquels la grande majorité des élèves devraient accéder. Mais de toute manière l'école unique entérine la prééminence de

l'enseignement secondaire ; l'école primaire n'est plus que le premier échelon d'une pyramide et son rôle consiste à préparer les élèves au degré supérieur. Le modèle culturel véhiculé par le lycée devient la seule référence et s'impose à tous.

Les militants de la FSMEL n'ont pas de mots assez durs pour condamner cette école unique. Ils ne manquent pas d'arguments. La véritable culture n'a rien à voir pour eux avec celle qui est dispensée par l'enseignement secondaire : *« Un paysan, un petit fabricant, un mécanicien qui, sans avoir lu Homère, Racine ou Balzac, ont mûrement réfléchi sur leur travail, sur les produits qu'ils remuent, sur les moteurs qu'ils ont en main, qui se sont instruits sur les tenants et aboutissants de leur métier, production et trafic mondiaux, prix de revient, rapports sociaux entre les classes, peuvent avoir une culture vraie autrement vaste, libre et féconde qu'un notaire ou un médecin pourvus de leurs doctorats et peut-être qu'un lettré dilettant. »*⁸ La culture de l'enseignement secondaire, et notamment le latin, ne servent *« aux bourgeois qu'à se distinguer »*. L'école unique n'est qu'un moyen ingénieux pour la bourgeoisie exsangue de *« prélever sur le corps vigoureux du prolétariat le sang frais nécessaire à sa survie »*. Le lycée fabrique des renégats à leur classe ou des laissés-pour-compte qui, par manque de relations, ne peuvent profiter de leurs diplômes.

Mais ces militants n'ont rien à proposer à la place. Cette critique virulente ne débouche sur aucun mot d'ordre, sur aucune revendication réelle. Seuls quelques-uns vont jusqu'au bout de leur argumentation et préconisent de ne pas envoyer leurs meilleurs élèves de primaire au lycée. La Fédération, de crainte de se marginaliser encore un peu plus, ne peut reprendre à son compte une telle perspective et se contente de critiquer un processus sur lequel elle n'a aucune prise.

En 1935 a lieu la réunification syndicale, ou plus exactement, dans l'enseignement, l'absorption pure et simple de la FSMEL par la Fédération générale de l'enseignement de la CGT. Après la guerre, son héritière, la FEN, choisit l'autonomie, ce qui n'a évidemment pas contribué à mettre au centre des préoccupations des syndicats, aussi bien ouvriers qu'enseignants, une réforme de l'enseignement prenant en compte *« les besoins de la classe ouvrière »* et fondée sur la nécessaire liaison entre l'école et le travail

productif. Mais comment le mouvement ouvrier dans son ensemble pourrait-il prendre en compte cette problématique dans son combat à l'heure où le patronat se saisit de cette exigence pour préconiser des réformes plus réactionnaires les unes que les autres et où la bourgeoisie semble vouloir détruire ce qu'elle avait elle-même mis en place au temps de son ascension ?

Loïc LEBARS ■■■

⁸ Elie REYNIER, professeur à l'EN de Privas, dans *L'École émancipée* n°24, 24 juillet 1929.